



New Deal 4 Europe

Sur la voie d'une démocratie européenne fédérale

Newsletter n° 1 – Décembre 2013

Edition française

ice@pressefederaliste.eu

www.newdeal4europe.eu

Sommaire

Editorial

Les engagements de la campagne pour l'ICE

Réunion du Comité italien – Rome – 11 novembre 2013

Réunion des Comités nationaux de l'ICE – Berlin – 15 novembre 2013

Lettre de M. Martin Schulz, Président du Parlement européen aux Fédéralistes

La démocratie européenne pour les Citoyens de l'Union européenne

L'ICE « A New Deal 4 Europe »

L'ICE : L'Initiative citoyenne européenne, qu'est-ce-que c'est ?

L'ICE : les différentes étapes pour le lancement de l'ICE

Contactez-nous et devenez à votre tour un promoteur de l'ICE

Editorial

La signification de l'Initiative citoyenne européenne (ICE) pour un Plan européen extraordinaire de développement durable et pour la création d'emplois

Cinq ans après la crise économique et financière la plus longue et la plus profonde à laquelle l'Europe ait dû faire face depuis la deuxième guerre mondiale, il est de plus en plus évident que la *gouvernance européenne* existante n'a pas encore mis sur pied une politique économique européenne efficace pour surmonter la crise.

L'Union européenne (UE) actuelle est sur la voie d'un déclin politique et économique qui a un impact considérable sur la cohésion sociale, la crise morale et l'identité de l'Europe. La croissance importante du chômage des jeunes et le manque de compétitivité de l'industrie européenne sont les signes évidents d'une crise profonde. Et l'explosion de l'anti-européisme et des populismes représente le symptôme de ce déclin.

Les gouvernements nationaux de l'eurozone sont principalement responsables de cet échec. A ce jour, ils n'ont pas été capables de construire un *gouvernement fédéral*, véritable bouclier contre la crise internationale. Au contraire, ils ont préféré maintenir une souveraineté fictive sur la politique économique, ce qui empêche l'Europe d'avoir un budget adéquat pour *booster* les investissements et le développement. Et ils continuent à nourrir l'illusion qu'il est possible de faire marcher une « croissance économique » au niveau national.

C'est une farce. Premièrement, les ressources nationales se perdent dans des milliers de flux de dépenses, c'est pourquoi elles sont peu abondantes et inefficaces. Deuxièmement, la gestion de certains services publics au niveau national (par exemple la défense et l'énergie) représente un immense gaspillage de ressources financières. Au contraire, une défense européenne unifiée et un réseau européen pour l'énergie garantirait des économies importantes qui pourraient être utilisées pour financer de gros investissements, pour réduire l'imposition des citoyens et des entreprises et pour maintenir un haut niveau de bien-être.

Les conséquences du manque d'un *gouvernement européen démocratique*, seul capable d'affronter la crise avec succès, sont doubles. Premièrement, l'hégémonie politique des pays les plus forts est assurée. Deuxièmement, ces derniers sont poussés à imposer aux pays plus faibles, des politiques néolibérales, orientées vers le marché et donc capables de garantir un ordre hégémonique au sein de l'UE.

Il faut changer profondément ces politiques. En commençant par une demande forte de placer les raisons de *l'intérêt public européen* au cœur des politiques économiques et donc en demandant la

création de *biens publics européens*. Pour cela, un gouvernement démocratique européen est nécessaire pour mettre en valeur cet « intérêt », pour réaliser les actions pertinentes et fournir de tels biens. Et en commençant par une mobilisation des citoyens européens réclamant de telles politiques économiques de la part des institutions européennes.

L' **ICE** pour un « **Plan européen extraordinaire de développement durable et pour la création d'emplois** » que nous allons envoyer le plus rapidement possible à la Commission européenne, conformément à l'art. 11 du Traité de Lisbonne, représente la première requête actuelle, basée sur la démocratie participative, pour changer la *politique d'austérité* en Europe.

Le Plan extraordinaire que nous réclamons met en lumière quatre concepts-clé. Premièrement il doit être **européen**, c'est-à-dire qu'il doit être géré directement par la Commission. Deuxièmement, il doit être **extraordinaire**, c'est-à-dire géré en dehors du budget actuel de l'UE qui ne peut plus être augmenté. Troisièmement, il doit être orienté vers d'**importants investissements** dans les domaines de la recherche et développement, l'innovation technologique, les infrastructures européennes, l'environnement et les sources alternatives d'énergie, la cohésion sociale et l'emploi des jeunes. Et ce n'est pas le moindre, il doit être financé par des **ressources propres** telles que la

taxe sur les transactions financières (TTF) et la taxe carbone. Ces taxes peuvent être utilisées directement pour financer les investissements et/ou comme garantie pour soutenir l'émission de *project bonds* destinés à des investissements spécifiques et financés en collectant des capitaux sur le marché international.

Si un million de citoyens européens signent la demande d'un tel Plan, un nouveau scénario politique apparaîtra en Europe par l'intervention d'un *nouvel acteur* dans le jeu politique : le peuple européen. Et rien ne sera plus pareil.

Un tel changement dépend de chacun de nous. Avant tout par la volonté, issue des couches sociales les plus avancées en Europe, d'affirmer le droit d'avoir leur propre gouvernement européen, capable d'affronter la crise économique et sociale et d'agir dans la perspective de l'intérêt public européen et plus avec une politique intergouvernementale du Conseil européen guidée par le marché.

Les fédéralistes européens et d'autres mouvements de la société civile vous invitent à rejoindre la **Campagne pour l'Initiative Citoyenne Européenne** pour avoir une Europe capable de donner une perspective concrète aux jeunes générations, grâce à un « **Plan européen extraordinaire de développement durable et pour la création d'emplois** ».

Les engagements de la campagne pour l'ICE

Les Comités pour l'ICE pour un Plan européen extraordinaire de développement durable et pour la création d'emplois

- Vu la gravité de la crise de l'économie européenne et le développement d'une « question sociale » seulement comparable à la récession et à la crise sociale des années trente du siècle passé ;
 - vu l'inefficacité des politiques d'austérité et des coupes dans la dépense publique appliquées jusqu'à ce jour pour réduire les déficits et pour résoudre la crise de la dette souveraine ;
 - convaincu, d'une part, que les Etats-nations sont sans pouvoir face à la crise et à la récession et, d'autre part, que l'absence de politiques de développement durable de l'Union européenne a mené à un accroissement de l'asymétrie entre les différents pays de l'Union au point de quasiment casser l'union monétaire ;
 - notant avec grande inquiétude la méfiance et la désaffection évidentes d'un nombre croissant de citoyens européens à l'égard du projet d'unification européenne et l'émergence de mouvements populistes et eurosceptiques dans divers pays de l'Union ;
 - convaincus du besoin et de l'urgence d'initiatives destinées à promouvoir un *new deal* basé sur un Plan européen extraordinaire de développement durable et l'emploi ;
 - convaincus que ces initiatives peuvent être construites « depuis la base », grâce aux méthodes de la démocratie participative dans le processus de prise de décisions de l'Union européenne ;
- considèrent**
- que l'Art. 11 du Traité de Lisbonne autorise un million de citoyens de l'Union européenne à proposer un acte législatif à la Commission européenne au moyen d'une Initiative citoyenne européenne (ICE) ;
 - que des Comités nationaux pour la promotion pour une ICE pour un Plan européen spécial de développement durable et pour l'emploi ont été mis en place dans sept pays, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Luxembourg, République tchèque.

soulignent

l'importance de l'ICE au sein du cadre de l'action stratégique de l'UEF pour la Fédération européenne, confirmé par le nombre et la qualité des personnalités et des associations qui ont rejoint les Comités et qui les soutiennent : mouvements de la société civile, organisations non gouvernementales (ONG), syndicats, et jusqu'au Président du Parlement européen ;

s'engagent

à soutenir activement la campagne pour la récolte d'un million de signatures.

Réunion du Comité italien pour l'ICE – Rome – 15 novembre 2013



Le Comité promoteur italien de l'ICE a organisé une deuxième réunion nationale à Rome le 11 novembre. Elle a été présidée par Emilio Gabaglio, ancien Secrétaire général de la **Confédération européenne des syndicats (CES / ETUC)**. Le Comité a décidé : **1** / de proposer la présentation de l'ICE à la Commission européenne avant la fin de 2013, afin qu'elle soit enregistrée pour la fin de février 2014 ; **2** / d'intensifier, en utilisant les réseaux européens des organisations participantes, les contacts avec les forces politiques, les syndicats, la société civile et les autorités locales, afin d'augmenter encore le soutien à l'ICE ; **3** / de lancer un Appel aux partis politiques pour qu'ils mettent à leurs

programmes pour la campagne des élections européennes le lancement d'un plan européen extraordinaire pour le développement durable et pour l'emploi ; **4** / de demander au gouvernement italien d'inclure le Plan faisant l'objet de l'ICE parmi les priorités de la Présidence italienne de l'Union européenne au 2^e semestre 2014 ; **5** / de demander au Parlement européen d'organiser une audition *ad hoc* pour discuter en détail du contenu du Plan ; **6** / de tenir la prochaine réunion du Comité italien en février 2014 lorsque la Commission européenne acceptera l'enregistrement de l'ICE afin d'établir le plan de récolte du million de signatures.

Le Comité italien a été créé à Rome le 11 février 2013, sur la proposition du *Movimento Federalista Europeo* et est actuellement composé des organisations : *ACLI / FAI, AEDE, AICCRE, Altramente, ANCI, ARCI, ASEGE, CESI, CGIL, CiFE, CISL, European Alternatives, FLARE-Libera, Legambiente, MFE, Movimento Europeo* et *UIL*.

Réunion des Comités nationaux de l'ICE – Berlin – 15 novembre 2013

Le vendredi 15 novembre à Berlin, a été tenue une réunion de coordination des Comités nationaux promoteurs de l'ICE « pour un Plan européen extraordinaire de développement durable et pour la création d'emplois » ; avec des participants de Belgique, Finlande, France, Italie, Luxembourg, Portugal, République tchèque. Les groupes espagnol et grec, empêchés, ont été informés le lendemain. Le but de la réunion était de présenter les derniers développements de la campagne, de décider des personnes devant être désignées pour former le Comité européen et de décider quand soumettre l'ICE à la Commission européenne. En premier lieu, un problème a été soulevé : le Comité bulgare n'est plus actif actuellement. Toutefois, il y a de bonnes perspectives, car les participants du Luxembourg et du Portugal ont affirmé leur intention de fonder rapidement des Comités, suivis depuis lors par les fédéralistes hongrois. En plus, d'autres groupes de promotion peuvent être créés dans d'autres pays à l'initiative de certains participants. Nous pouvons donc prévoir d'avoir plus que 7 Comités nationaux afin de présenter notre ICE. A la suite, une proposition a été faite par le Président du MFE (UEF Italie) Lucio Levi, de soumettre l'ICE à la Commission avant la fin de 2013. De cette façon, la récolte des signatures pourrait démarrer à partir de février 2014 et les contenus de notre ICE entreraient dans le débat européen durant la période des élections pour le renouvellement du Parlement européen. C'est là l'un des buts principaux de l'ICE : si des partis politiques reprennent à leur compte nos objectifs nous aurons déjà réussi. La proposition a été adoptée par les participants.

Lettre de M. Martin Schulz, Président du Parlement européen, aux fédéralistes

Bruxelles, mercredi 6 mars 2013

(...) Je suis très content que le Mouvement Fédéraliste Européen italien, avec d'autres associations de la société civile et avec les principaux syndicats, ait décidé d'utiliser l'Initiative citoyenne européenne, un extraordinaire instrument de participation et de démocratie pour l'Europe du XXI^e siècle.

Le sujet que vous avez choisi d'aborder, avec d'autres associations européennes, a une importance fondamentale pour notre avenir. C'est

désormais depuis quelques années que le Parlement se bat pour que les politiques de discipline financière soient accompagnées de mesures pour la croissance et l'emploi adéquates. Le « plan européen extraordinaire pour le développement durable » que vous proposez est totalement en accord avec les objectifs et les initiatives qui ont été soutenues plusieurs fois par le Parlement.

Donc, je ne peux que vous exprimer mon soutien à votre initiative, et vous souhaiter le meilleur succès pour la récolte des signatures.

Cordialement.

Démocratie européenne pour les citoyens de l'Union européenne

Antonio Longo

Ces dernières années, le problème de la démocratie dans le cadre des institutions de l'Union européenne existante a émergé d'une façon prédominante. Pour surmonter cette crise sans précédent, après 2008, plusieurs mesures financières et législatives ont été mises en place par les gouvernements nationaux et les institutions européennes telles que le Mécanisme européen de stabilité, le Pacte budgétaire, le *Six Pack* et le *Two Pack* comme aussi l'action gérée par la Troïka et ainsi de suite.

Il est évident que les citoyens n'ont jamais eu leur mot à dire dans tous ces cas, le mode de décision s'est toujours conformé à la méthode intergouvernementale du Conseil européen.

Cette méthode non-démocratique alimente de plus en plus l'euroscpticisme et le populisme en Europe ainsi que le comportement démagogique de nombreux politiciens qui considèrent l'Europe comme responsable de la crise alors qu'il est clair que la crise est due au manque persistant de volonté de la part des gouvernements nationaux pour bâtir une finance fédérale (un Trésor européen) dans le cadre d'un gouvernement européen démocratique.

Le fait est que les citoyens européens n'ont pas accès au processus de décision de l'UE parce que la démocratie est toujours bloquée aux frontières nationales et les citoyens subissent la contradiction entre la globalisation et la démocratie qui s'arrête encore aux frontières nationales.

Il n'y aurait pas de conflit si la souveraineté et la démocratie étaient transposées au niveau supranational comme le montre l'expérience des Etats fédéraux où il est possible de transférer la souveraineté de l'Etat au niveau fédéral sans abandonner la démocratie par les citoyens.

Jusqu'à présent la réalité est différente et l'Europe est confrontée à une sorte de dilemme politique. **Nous ne pouvons pas avoir simultanément la globalisation, la démocratie et la souveraineté nationale.** Nous devons choisir deux de ces trois choses.

C'est pourquoi il est temps de changer, de dépasser l'ancienne pensée du siècle dernier selon laquelle la démocratie ne peut se réaliser qu'au niveau national.

Nous devons bâtir -en partant de l'Europe- une souveraineté supranationale de manière à ce que la démocratie et la globalisation puissent se situer au même niveau.

Que signifie démocratie européenne ? A mon sens le concept-même de « démocratie européenne » met en lumière quatre messages importants.

Premièrement, là où il y a la démocratie, il y a toujours un gouvernement, responsable devant le peuple. Aujourd'hui l'Union européenne n'a pas de véritable gouvernement et par conséquent il n'existe pas encore de vraie démocratie dans l'UE. C'est pourquoi l'Europe a besoin d'un véritable gouvernement qui ne peut naître qu'avec la création simultanée de la démocratie au niveau européen.

Deuxièmement, la démocratie requiert la participation du peuple pour qu'il aborde les questions principales de la communauté politique aux différents niveaux. En conséquence, une Europe démocratique peut émerger à travers l'action et la mobilisation des mouvements sociaux au niveau européen. De cette manière ceux-ci auront un rôle et une voix dans le projet européen en contribuant à élever aussi le niveau de la démocratie en Europe.

Troisièmement, la démocratie européenne est la réponse et l'alternative à la méthode intergouvernementale qui gère l'UE, pour surmonter le pouvoir absolu du Conseil européen en obtenant un Parlement avec un pouvoir législatif à part entière et en conséquence une Commission différente, conforme aux résultats des élections européennes.

Quatrièmement, la démocratie européenne vivra si les citoyens débattent des programmes politiques et économiques ainsi que des contenus sociaux dont l'Europe doit se doter. En d'autres termes, la démocratie européenne signifie qu'il appartient aux partis politiques, aux mouvements de la société civile et aux intellectuels, de promouvoir un grand débat et de créer une opinion publique européenne autour d'un « programme de gouvernement » pour l'Europe.

Dans cette perspective, l'Initiative Citoyenne Européenne pour un Plan européen extraordinaire de développement durable et pour la création d'emplois représente un moyen formidable pour permettre la naissance et la croissance de la démocratie européenne.

Adhésion de M. Piero Fassino, Maire de Turin, et Président de l'Association nationale des Communes italiennes à l'ICE

“... Comme vous le mettez en évidence dans le contexte de profonde crise économique et sociale que nous vivons actuellement, les mouvements antieuropéens gagnent du consensus et l'Europe est perçue comme une entité distante quasiment étrangère. Il convient donc de rapprocher le plus possible les sommets des institutions de l'Union des citoyens, il faut donner un nouvel élan au processus de démocratisation et d'intégration de l'Europe... Je vous exprime mon plein soutien... et en conséquence de l'importance de cette initiative, l'ANCI est heureuse d'adhérer au Comité promoteur italien et je vous assure de l'engagement de l'Association... à contribuer à la promotion d'un réseau de pouvoirs locaux en soutien à l'ICE...”

Initiative européenne des Citoyens (ICE)

“New Deal 4 Europe”

Pour un plan européen extraordinaire de développement durable et de création d'emplois.

TITRE :

Pour un plan européen extraordinaire de développement durable et de création d'emplois.

I) Objet

Un plan d'investissements publics en vue de faire sortir l'Europe de la crise moyennant le développement d'une société de la connaissance et la création de nouveaux emplois, en particulier pour les jeunes.

II) Objectifs principaux.

- Un programme extraordinaire d'investissements publics de l'UE pour la production et le financement de biens publics européens (énergies renouvelables, recherche et innovation, réseaux d'infrastructures, protection de l'environnement et du patrimoine culturel, agriculture écologique, etc.).
- Un Fonds européen extraordinaire de solidarité pour la création de nouveaux emplois, en particulier pour les jeunes ;
- Une augmentation des ressources propres du budget européen par le biais d'une taxe sur les transactions financières et une « taxe carbone ».

III) Base juridique.

Art 3 TUE

Art 38, 39, 145, 170, 171, 173, 179, 180, 181, 311, 352 du TFUE.

Les raisons.

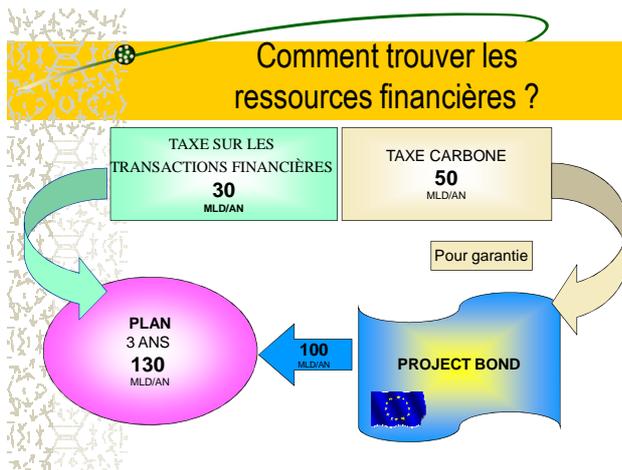
Le constat est accablant et la photographie de l'état de l'Europe d'aujourd'hui a de quoi inquiéter et peut-être résumé comme suit :

- 1** - un chômage des jeunes qui a atteint des sommets en raison de la crise économique et sociale sans précédent ayant pris racine dans la société européenne ces dernières années ;
- 2** - une inquiétante perte de compétitivité de nombreux secteurs de l'industrie européenne sur le marché international face aux géants asiatiques et aux pays émergents ;
- 3** - des budgets européen et nationaux de la recherche et de l'innovation totalement insuffisants pour faire face aux enjeux de la compétitivité internationale ;
- 4** - des budgets européen et nationaux notoirement insuffisants pour financer les structures sociales face à la crise à laquelle nous sommes confrontés ;
- 5** - un accroissement du “déficit démocratique” en raison du fait que les institutions européennes ont été dotées ces dernières années de compétences nouvelles et de pouvoirs accrus dans le domaine de la politique budgétaire, mais sans pour autant avoir de responsabilités clairement définies devant le Parlement européen (par exemple pour le Pacte de stabilité budgétaire) ;
- 6** - le dangereux mélange entre d'une part la crise économique et sociale et le “déficit démocratique” d'autre part qui a renforcé ces dernières années la vague de l'anti-européisme et des mouvements populistes.

Le plan proposé.

Devant la situation d'urgence qui vient d'être décrite, nous sommes convaincus qu'il existe des solutions concrètes de sortie de crise.

Dans le monde actuel en évolution radicale, qui exige une utilisation rationnelle et efficace des ressources naturelles (nourriture, énergie...), l'Europe doit mettre en place une stricte politique des ressources, afin de réaliser une transformation équitable et durable de son système économique et productif. La voie de la discipline dans la politique budgétaire des Etats et du développement durable ne peut être suivie sans un effort européen commun.



Il est devenu essentiel de lancer maintenant un “Plan européen”, limité mais décisif, afin d’indiquer aux acteurs européens, économiques et sociaux, la direction qui doit être suivie.

C’est pourquoi nous proposons au moyen de cette Initiative des citoyens européens (ICE) un plan d’action appelé « **Plan européen extraordinaire pour le développement durable et pour la création d’emplois** ».

Les ressources financières pour financer ce plan doivent provenir d’une Taxe sur les transactions financières et d’une Taxe carbone (selon un mécanisme similaire à celui attribuant une part de la TVA au budget européen) et à la levée d’un emprunt européen grâce à des obligations européennes de projet.

Pourquoi ce plan est-il absolument nécessaire ?

1 - Tout d’abord, notons que le Pacte européen pour la croissance et l’emploi, décidé lors du Conseil européen du 28 juin 2012, n’est pas suffisant pour permettre une relance durable de l’économie européenne et une lutte efficace contre le chômage. Seulement 5 milliards d’euros sont consacrés au financement de la croissance. Autrement dit « une goutte d’eau » dans un océan immense.

2 - Les budgets nationaux de nombreux pays européens ne peuvent à eux-seuls contribuer à l’effort collectif de sortie de crise. Ils ne peuvent d’aucune manière jouer un rôle décisif pour le retour à la croissance et pour lutter contre le chômage endémique à cause des mesures d’austérité décidées au niveau européen. Des mesures qui ne laissent aux Etats membres aucune marge de manœuvre pour envisager une croissance durable.

3 - Les responsables politiques, les économistes, les faiseurs d’opinions disent que l’Europe doit surmonter l’austérité et s’orienter vers la croissance économique. Cette affirmation est certainement exacte mais elle ne suffit pas !

L’Europe a besoin de plus, d’un véritable plan collectif et non pas d’une addition de plans nationaux qui seraient inefficaces et très coûteux.

Nous, fédéralistes et mouvements pro-européens, avons un Plan !

Notre « Plan européen extraordinaire pour le développement durable et pour la création d’emplois » est avant tout un projet viable et acceptable par tous les partenaires européens mais également par tous les citoyens européens.

Ce plan, met en avant quatre points essentiels :

1 – il doit être “européen”, c’est-à-dire qu’il doit être géré par la Commission européenne et ciblé sur les intérêts propres à l’Europe. ;

2 - il doit être « extraordinaire » et doit être géré en dehors du budget actuel de l’Union européenne ;

3 - il doit être orienté vers des investissements porteurs et de grande ampleur dans les domaines de la recherche et du développement, de l’innovation technologique, des infrastructures européennes, de l’environnement et des ressources alternatives d’énergie, de la cohésion sociale et de l’emploi des jeunes, de la défense des territoires et du patrimoine artistique et culturel de l’Europe ;

4 - il doit être financé par des « ressources propres » : la taxe sur les transactions financières et la taxe carbone. Ces ressources ainsi collectées peuvent être directement utilisées pour financer des investissements et comme garantie pour l’émission de « Project Bonds » afin de recueillir des capitaux sur les marchés internationaux.

D’après nos calculs, il est possible de recueillir au moins 130 milliards d’euros par an entre la taxe sur les transactions financières (TTF), la taxe carbone et les « Project Bonds » ; cela peut être déterminant pour l’avenir de l’Europe.

Le lancement de ce plan, avec les mesures de taxation européenne qui l’accompagnent, devrait être accompagné d’une diminution des coûts actuellement soutenus par les différents Etats membres de l’Union européenne dans les domaines considérés.

L’initiative citoyenne européenne - ICE - Qu’est-ce que c’est ?

1 - Selon l’Article 11 du Traité de Lisbonne, “Des citoyens de l’Union, au nombre d’un million au moins, ressortissants d’un nombre significatif d’Etats membres, peuvent prendre l’initiative d’inviter la Commission européenne, dans le cadre de ses attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu’un acte juridique de l’Union est nécessaire aux fins de l’application des traités »

2 - Pour mettre en œuvre notre « Plan spécial européen pour le développement durable et pour la création

d'emploi », une forte mobilisation politique est nécessaire bien au-delà des intérêts intergouvernementaux qui continuent à prévaloir. L'ICE représente le seul moyen pour les citoyens européens d'avoir la parole et d'être acteurs dans le "Plen européen extraordinaire".

3 - Un formidable élan citoyen des Citoyens européens est capital pour mobiliser toutes les forces qui aideront à la réalisation d'un tel plan Grâce à l'ICE, ces mêmes citoyens appelleront à un **New Deal européen** pour sortir de la crise économique dans laquelle nous nous trouvons largement à cause des politiques généralisées d'austérité.

4 - La démocratie européenne a tout à gagner dans la participation active et continue des citoyens européens. Notre ICE propose une possibilité concrète pour montrer au peuple que "l'Europe du développement durable" est possible et donc permettre de combattre avec succès les eurosceptiques, les anti-européens et les populistes.



Les différentes étapes de la mise en place de notre ICE.

- 1 - La création d'au moins sept Comités nationaux (actuellement nous en avons mis en place en Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Luxembourg, République tchèque ; d'autres sont en voie de création).
- 2 - La constitution du Comité européen.
- 3 - Le recueil des fonds nécessaires pour le développement de la Campagne pour l'ICE.
- 4 - La mise en place d'un site web pour le recueil des signatures de ceux qui soutiennent notre initiative.
- 5 - La création des profils de l'ICE sur les principaux réseaux sociaux (facebook, twitter, google +, youtube, flickr).
- 6 - La création d'une *Newsletter* destinée à informer l'opinion publique européenne du développement de la campagne pour l'ICE.
- 7 - La présentation officielle de l'ICE à la Commission européenne.
- 8 - L'inscription officielle de l'ICE par la Commission européenne.
- 9 - Le lancement de la campagne de communication destinée à recueillir au moins un million de signatures grâce au web, les réseaux sociaux et les réunions et actions publiques.

Contactez-nous et devenez un promoteur de l'ICE !

Comités promoteurs de l'ICE et coordinateurs actuels

Belgique : Michele Ciavarini Azzi et Monica Tiberi / **Espagne** : Kolja Bienert et Elena Rodriguez / **France** : Jean-François Billion et Jean-Luc Prevel / **Grèce** : Nikos Lampropoulos et Sarantis Michalopoulos / **Italie** : Grazia Borgna et Paolo Ponzano / **Luxembourg** : Alain Calmes et Giovanni Rastrelli / **République tchèque** : Ivo Kaplan et Jana Simkova.

Contacts de l'ICE *New Deal 4 Europe*

Equipe site web et réseaux sociaux : Nicola Vallinoto : nicola.vallinoto@gmail.com

Equipe de traduction : Roberta Carbone : robi_carbone@yahoo.it

Equipe de la *Newsletter* : Antonio Longo : eurolongo@alice.it

Pour s'abonner à la *Newsletter* en anglais : www.newdeal4europe.eu

Pour contacter le Comité français pour l'ICE : ice@pressefederaliste.eu

Contacts de l'ICE sur les réseaux sociaux

Twitter : www.twitter.com/NewDeal4Europe

Facebook : www.facebook.com/NewDeal4Europe

Flickr : www.flickr.com/photos/NewDeal4Europe

Youtube : www.youtube.com/NewDeal4Europe/

Contact avec le Comité français pour l'ICE : ice@pressefederaliste.eu